



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARR2024430

Objet :

REGLEMENTATION OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

ENTREPRISE : SARL LABELLA – 9 RUE VICTOR HUGO – 30220 AIGUES-MORTES

TEL. : 06.66.53.62.85

MAIL : labella.secretariat@gmail.com

DEMANDEUR : SARL LABELLA – 9 RUE VICTOR HUGO – 30220 AIGUES-MORTES

TEL. : 06.66.53.62.85

MAIL : labella.secretariat@gmail.com

PROPRIETAIRE : MAIRIE D'AIGUES-MORTES – PLACE SAINT LOUIS – 30220 AIGUES-MORTES

DEMANDE ENREGISTRÉE : LE 03 JUILLET 2024

LIEU DES TRAVAUX : 9 RUE VICTOR HUGO - 30220 AIGUES-MORTES

NATURE DES TRAVAUX : TRAVAUX DE CLIMATISATION

DUREE DES TRAVAUX : LE 25 JUILLET 2024

MESURES PARTICULIERES : STATIONNEMENT D'UN CAMION NACELLE

Le Maire de la Commune d'Aigues-Mortes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire, et notamment l'Article L2213-1 –art.62 modifié par la loi n°2014—58 du 27 Janvier 2014,

Vu l'arrêté interministériel du 24/11/1967 modifié et l'instruction interministériel sur la signalisation routière,

Vu la circulaire n° 86-230 du ministère de l'Intérieur relative à l'exercice des pouvoirs de police par le maire,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les Articles du chapitre 1^{er} du titre III,

Vu le Code de la Justice Administrative, pris notamment en ses articles R421-1 à R421-7,

Vu le code Pénal,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la voirie routière,

Considérant la demande formulée par la SARL LABELLA en date du 03 juillet 2024,
Considérant qu'il convient de réglementer temporairement la circulation et le stationnement des véhicules en fonction de l'avancée de l'intervention et de prendre toutes les mesures de sécurité pendant toute la durée du chantier,
Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale, d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique,

ARRETE

Article 1 :

Afin de permettre à la SARL LABELLA d'effectuer des travaux de climatisation, l'entreprise est autorisée à stationner un camion nacelle face au cinéma Marcel Pagnol, durant la période indiquée :

- **LE JEUDI 25 JUILLET 2024 DE 7H30 À 10H30**
- **9 RUE VICTOR HUGO – 30220 AIGUES-MORTES**

Article 2 :

La mise en place et l'enlèvement de la signalisation temporaire est à la charge de l'entreprise.

La signalisation sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux et conformément à la législation en vigueur, au moins 48h00 avant le début des travaux, et de façon apparente.

Article 3 :

Le responsable du chantier prendra toutes les dispositions nécessaires pour signaler, protéger et clôturer ce chantier.

Toutes les précautions devront être prises pour la protection et le libre passage des piétons, pour maintenir en permanence la chaussée et l'accotement en parfait état de propreté et pour éviter toute dégradation du domaine public.

Article 4 :

Les droits des riverains demeureront préservés en ce qui concerne le libre accès à leurs immeubles.

Article 5 :

Il est interdit d'utiliser la chaussée ou le trottoir pour faire du mortier ou du béton.

Au terme des travaux entrepris, les trottoirs, les enrobés, les amorces de mur et autres ouvrages ou équipements publics, le revêtement de la chaussée ainsi que la voie publique devront être remis dans leur état initial. Si des dégradations étaient apportées par les travaux engendrés durant la période ou constatés après le terme du chantier, leur remise en état initial est effectuée par et à la charge de l'entreprise selon les modalités d'exécution fixées par la commune.

Article 6 :

Le présent arrêté doit être affiché sur le chantier pendant toute sa durée.

Article 7 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – www.telerecours.fr) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

Article 8 :

Monsieur le Maire de la Commune d'Aigues-Mortes,
Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,
Monsieur le directeur général des services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux,
Monsieur le Commandant de Communauté de Brigades du Grau-du-Roi,
Madame la Commandante de Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,
Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale d'Aigues-Mortes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes, le 04 juillet 2024

Le Maire,
Pierre MAUMEJEAN

Pour le Maire par Délégation
Le Directeur Général des Services,
Christophe BARONI



